

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

---



Séminaire national sur Population  
et Développement  
Abidjan, 13-18 décembre 1982

Les Problèmes de Population en Afrique

Division de la Population  
Commission économique pour  
l'Afrique  
Addis Abeba

## Les problèmes de population en Afrique

La question de population a stimulé un grand nombre de débats et créé une confusion à tel point qu'une analyse critique de la situation démographique du monde provoque toujours des opinions et des demi-vérités polarisées qui n'ont que pour de rapport avec les facteurs qui affectent l'évolution de la population. D'une part, il y a ceux qui pensent que le monde fait actuellement face à une "explosion démographique" sans précédent dans l'histoire et donc que les enseignements tirés des tendances passées de la croissance ne fournit aucune indication fiable et suffisante pour l'action. D'autre part, il y a ceux qui pensent que parlée d'"explosion démographique" est une fausse alarme des forces antinatalistes qui veulent freiner l'accroissement de la population des pays du Tiers Monde. Ainsi, un grand nombre de Responsables dans les pays africains plaisent en faveur d'une augmentation de la population dont ils font ressortir la nécessité pour "combler des espaces vides" non habités de leurs pays respectifs. Dans cette optique, beaucoup d'entre eux ont souvent contesté l'existence de problèmes de population et ont eu tendance à écarter tout recours à une politique de population tendant à maîtriser la population par le moyen de la "régulation des naissances".

Dans le brume de la confusion qui a infecté les discussions sur le sujet, cette communication essaie d'examiner la situation démographique de l'Afrique. Elle essaie de situer l'Afrique entre le passage d'une forte/fécondité/mortalité à une faible fécondité/mortalité, situation qui est approximativement décrite par les démographes comme étant transition démographique. L'attention sera concentrée sur la taille, la structure, la répartition et les facteurs d'évolution qui donnent naissance aux problèmes connexes de population, lesquels ont tendance à agir et à être affectés par la transformation économique et sociale. Finalement, elle suggérera des éléments de politique de population qui devraient préoccuper les Autorités politiques.

### La transition démographique et la situation démographique en Afrique

La théorie de la transition démographique qui tente de définir la transition à partir d'un niveau de fécondité et de mortalité élevé jusqu'à des niveaux bas, a été énoncé sous différentes formes par un grand nombre d'auteurs, mais elle peut être sommairement définie comme constitutive de trois phases à travers lesquelles passe toute société dans son effort d'évolution d'un système agraire traditionnel à une société hautement urbanisée et industrialisée. Ces trois phases peuvent être définies comme suit :

- Phase I. La société passe par une forte fécondité et une forte mortalité et le taux de croissance de la population est donc faible;
- Phase II. Par suite de l'action de la société contre une mortalité élevée le taux de mortalité commence à baisser, mais la fécondité demeure constamment élevée. Cette évolution résulte de l'accroissement rapide de la population, comme il est souvent observé en pays africains;
- Phase III. Dès que le déclin de la mortalité persiste, la fécondité commence à baisser jusqu'au niveau bas atteint par la mortalité et au travers de cet ajustement, elle rétablit progressivement un taux faible de croissance démographique.

Cette théorie, d'abord énoncée d'une manière générale par Frank Notestein en 1945 <sup>1/</sup>, a été largement critiquée parce que ses auteurs avaient supposé dès le départ, que le comportement économique rationnel, spécialement en ce qui concerne la reproduction était une caractéristique des sociétés industrielles et

---

<sup>1/</sup> Frank W. Notestein, "Population : The long View" dans T.W. Schultz (ed) Food for the World, University of Chicago Press, 1945.

urbanisées. Ainsi, la théorie a eu tendance à estimer comme évaluation hors de propos, la décision des paysans concernant leur fécondité et la plupart des théoriciens dans ce domaine doivent encore reconnaître que cette fécondité était une réponse parfaitement rationnelle à des conditions socio-économiques d'une société agraire traditionnelle. Dans une tentative de reprendre cette théorie, Caldwell <sup>2/4</sup> a démontré que l'évolution de la fécondité peut bien représenter une adaptation aux circonstances sociales, psychologiques, physiologiques changeantes qui, il faut bien le reconnaître, sont elles aussi affectées par des circonstances socio-économiques.

Le débat continu sur cette théorie a suscité l'intérêt des chercheurs africains sur ce sujet se rapportant à la situation démographique de l'Afrique de la région et sur l'impact que les facteurs d'évolution identifiés dans la théorie peuvent avoir sur la croissance future de la population de la région.

Une clarification de la situation démographique nous permettra d'identifier des problèmes de population connexes, s'appliquent d'une manière générale et de façon particulière aux sous-régions et aux pays africains.

Bien que les données démographiques sur les pays africains avant les indépendances politiques étaient fondées sur des estimations à vrai dire sujettes à caution, il est généralement admis que la population de ce continent avait accru à un rythme très lent avant 1940. Durant les deux dernières décennies, des données plus fiables de recensements et d'enquêtes nationales suggèrent des taux de croissance démographiques fortes pour tous les pays africains. Un résumé sommaire des indices pour les pays africains présentés dans le tableau 1 suggère que, bien que l'Afrique couvre 22,3 pour cent de toute la surface terrestre du monde, elle habite seulement 10,6 pour cent de la population mondiale. L'on

---

<sup>2/4</sup>J.C. Caldwell, "Towards a Restatement of Demographic Transition Theory" dans Population and Development Review Vol. 2, Nos. 3 and 4 September/December 1976 pp. 321-366.

s'attend à ce que la part de l'Afrique dans la croissance de la Population mondiale s'accroisse d'environ 14 pour cent à la fin du siècle. L'on pourrait observer à partir de données que la densité démographique moyenne de l'Afrique est moins que la moitié de la densité moyenne de l'ensemble du monde. Ainsi, tandis que la densité moyenne estimative par kilomètre carré en Afrique était de 16 habitants en 1980, la densité moyenne estimative correspondante pour le monde entier était de 33 habitants par kilomètre carré.

La taille et la densité de population varient cependant largement d'une sous-région à l'autre et à l'intérieur de chaque sous-région. Ainsi, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est habitent respectivement environ 33 pour cent et 28,5 pour cent de la population du Continent, et les densités sont plus élevées dans ces deux sous-régions que dans les autres sous-régions. Les densités moyennes sont plus faibles en Afrique centrale (18 habitants au kilomètre carré). Au bout du spectre, la population entière de l'Egypte est concentrée sur le long de petites bandes de terre fertile tout au long de la Vallée du Nil.

Les estimations de taux bruts de natalités indiquent que la fécondité de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique de l'Est sont les plus élevés et celle de l'Afrique du Sud, la plus faible. Bien que quelques pays de l'Afrique du Nord aient fait l'expérience d'une baisse significative de la fécondité (Tunisie 33.9, Egypte 35.0, période 1980-1985, le taux brut de natalité en Algérie (47.7) se situe encore autour de la moyenne de l'Afrique continentale. Des poches significativement étendues de fécondité anormalement plus faible que ce qu'on attendait existent en Afrique centrale, au Gabon, les certaines parties du Cameroun orientale et plusieurs zones du Zaïre et de la Guinée équatoriale font baisser la fécondité de la sous-région au-dessous de la moyenne de l'Afrique continentale. L'on insistera ici sur le fait que le taux brut estimatif de natalité pour l'Afrique du Sud qui, comme les autres régions, n'a aucun système d'état civil fiable, peut être en réalité plus faible que le niveau actuel.

Tableau 1 : Les indices démographiques pour l'Afrique

Région/Sous-région	Population en millions					Densité par Km <sup>2</sup> 1980	Taux brut de fécon- dité 1980-1985	Taux brut de morta- lité 1980-1985	Pourcentage accroissement annuel 1980-1985	espérance de vie à la naissance 1980 - 1985	Pourcentag d'accroiss 1960 - 1980
	1960	1970	1980	1990	2000						
Afrique	275	354	470	635	852	16	45,6	15,6	3,0	50,8	70,9
Afrique occidentale	79	104	141	195	267	23	48,7	17,0	3,2	48,5	78,5
Afrique orientale	77	100	134	182	250	21	47,9	18,2	3,0	49,2	74,0
Afrique septentrionale	65	83	109	144	186	13	41,0	12,4	2,9	56,0	67,7
Afrique centrale	34	42	53	70	91	8	44,9	18,2	2,7	47,0	55,9
Afrique australe	20	25	33	44	58	12	38,6	9,9	2,9	61,0	65,0
<b>Total mondial</b>	<b>3027</b>	<b>3678</b>	<b>4432</b>	<b>5241</b>	<b>6119</b>	<b>33</b>	<b>27,5</b>	<b>10,6</b>	<b>1,7</b>	<b>59,2</b>	<b>46,4</b>

Réf. Nations Unies : Les perspectives d'avenir de la population mondiale évaluées en 1980, Etudes démographiques No. 78, ST/STA/SER.A/78, New York, 1980.

Les estimations actuelles de la mortalité montrent que, contrairement aux opinions généralement admises que la mortalité est plus forte en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique de l'Est, que le taux brut de mortalité pour la première sous-région (17.0) est plus faible que les taux de la seconde (18.2). En fait, selon ces estimations, les niveaux de mortalité durant les années 1980-1985 en Afrique de l'Est et en Afrique centrale sont les plus élevés. La qualité des données sur la mortalité dans les pays africains est si pauvre et si désespérément désuète que ces estimations peuvent ne pas refléter réellement la situation actuelle. L'Afrique du Nord fournit une évidence probante selon laquelle la mortalité a baissé régulièrement durant les vingt dernières années. L'estimation étonnamment faible pour l'Afrique du Sud est sujette à de sérieuses doutes et il faut des données plus fiables des pays de cette région pour vérifier le niveau actuel de la mortalité.

L'effet réciproque des naissances et des décès dans l'évolution de la population se reflète dans les taux de croissance annuelle estimés pour 1980-1985. Ces taux qui suggèrent une croissance démographique rapide dans toutes les sous-régions corroborent l'évidence mise en exergue par les comptages de recensements qui, dans la plupart des pays du continent, ont indiqué des chiffres plus grands que ceux fournis par les estimations précédentes 3/. Les résultats de recensement des pays africains suggèrent que leurs populations ont plus que doubler depuis 1950. Comme on peut le remarquer dans le tableau 1, le taux annuel de croissance de la population pour l'Afrique est beaucoup plus rapide que le taux estimatif pour le monde entier. Ainsi, tandis que la population africaine a augmenté d'environ 71 pour cent entre 1960 et 1980, la population totale mondiale a accru seulement de 46.4 pour cent. Le taux de croissance en Afrique aurait été plus élevé sans les hauts niveaux de mortalité dans ce continent.

---

3/M.N.A. Azefor "Counteracting forces in the continuous decline of mortality Africa" in IUSSP, International Population Conference, Manila 1981, Vol. 2, pp. 5-20.

Bien qu'il y ait de preuve convaincante que la mortalité a accusé une baisse en Afrique depuis le milieu du siècle, le niveau de mortalité dans tous les pays, à l'exception des îles au large des côtes, sont plus élevés que la moyenne mondiale. Ainsi, la durée de vie moyenne estimée pour le continent africain (50,8 ans période 1980-1985) est significativement plus faible que la moyenne mondiale qui est de 59,2 ans pour la même période. L'espérance de vie pour la même période estimée pour les pays de l'Europe de l'Ouest est de 73,6 ans même pour l'Asie du Sud Est, cet indice est plus élevé que celui de l'Afrique (52,8 ans).

La situation démographique en Afrique de l'Ouest est résumée par les données figurant au tableau 2. Ces données montrent que la taille de la population varie d'un pays à l'autre et que plus de la moitié de la population totale de cette région (54,6 pour cent) vit au Nigéria. La prédominance de la population d'un seul pays sur la population sous-régionale est une caractéristique courante de la répartition de la population sous-régionale à l'intérieur du Continent africain. Ainsi en Afrique centrale le Zaïre habite environ 55 pour cent de la population totale de cette sous-région; en Afrique du Sud, la prédominance de la République Sud africaine (98,3 pour cent) est même plus prononcée. En Afrique du Nord, l'Egypte habite 37,7 pour cent de la population de cette sous-région et en Afrique de l'Est, l'Ethiopie compte près d'un quart du total de la population de cette région.

L'on pourrait remarquer que bien que la Côte d'Ivoire occupe le troisième rang après le Nigéria et le Ghana quant à l'important numérique de sa population, la population ivoirienne s'est accrue depuis 1960 plus vite que celle de tout autre pays de la sous-région. L'on estime que la population de la Côte d'Ivoire s'est accrue de 143,5 pour cent entre 1960 et 1980. L'on pourrait également remarquer que la croissance en pourcentage a été la plus faible parmi les populations des pays d'émigrations vers la Côte d'Ivoire. La variation des caractéristiques démographiques des pays de la sous-région

Tableau 2. Indices démographique pour quelques pays choisis  
de l'Afrique de l'Ouest

	Population en milliers			Densité au Km <sup>2</sup> 1980	1980-1985 Croissance annuelle (pourcentage)	Croissance en 1960-1980 (pourcentage)
	1960	1980	2000			
Bénin	2050	3530	6756	31	3,1	72,2
Ghana	6804	11679	22340	49	3,3	71,6
Guinée	3213	5014	6609	20	2,7	56,1
Côte d'Ivoire	3300	8034	14775	25	3,0	143,5
Libéria	1004	1967	4002	18	3,6	95,9
Mali	4224	6940	12620	6	2,8	64,3
Niger	2876	5318	10045	4	3,0	84,9
Nigéria	42366	77082	149965	83	3,4	81,9
Sénégal	3076	5661	9747	29	2,7	84,0
Sierra Léone	2165	3474	6090	48	2,8	60,5
Togo	1506	2625	4344	47	3,1	74,3
Haute Volta	4354	6908	11895	25	2,7	58,7

Réf. Nations Unies, op. cit.

de l'Ouest de repercute dans les densités moyennes qui s'échelonnent de 83 habitants au kilomètre carré au Nigeria à 4 habitants au kilomètre carré au Niger. Bien que le taux annuel d'accroissement de la population soit en général élevé dans la région, les estimations de taux actuels de croissance montrent que le Nigeria, le Ghana et le Libéria sont les pays dont la population s'accroît le plus vite dans la sous-région.

Une des caractéristiques de la population de l'Afrique est la jeunesse de sa structure démographique. La proportion de jeunes dans la population des pays africains s'est accrue constamment en raison d'une fécondité constamment forte et d'une baisse constante de la mortalité. Le continent a été témoin de réductions significatives de la mortalité juvénile et infantile et cette réduction a eu pour effet d'augmenter le nombre absolu et proportionnel des enfants dans la population totale <sup>4/</sup>. La distribution de la population par grands groupes d'âge pour des pays choisis de l'Afrique de l'Ouest montre que près de la moitié de la population totale dans la plupart des pays a moins de 15 ans.

Pays	Pourcentage de la population du groupe d'âge			Population totale
	0 - 14	15 - 64 ans	65 ans et plus	
Ghana (1978)	46,9	49,4	3,6	8 559,313
Côte d'Ivoire (1975)	44,6	53,3	2,0	6 714,040
Mali (1976)	47,9	50,7	1,4	5 376,400
Libéria (1974)	40,9	55,4	3,7	1 503,368

Sources : Annuaire Démographique des Nations Unies 1978 et 1979.

<sup>4/</sup>CEA, la situation démographique et perspective en Afrique 1958-1978, E/CN.14/POP/140 Troisième session de la Conférence des démographes africains, Dakar, Sénégal, 1979, p. 7.

En dépit du fait que les défauts de déclaration des âges demeure un problème sérieux des recensements africains, ces données suggèrent que les personnes âgées de 65 ans et plus constituent une faible proportion de la population dans la plupart des pays africains. Il y a une preuve évidente que la proportion au-dessous de 15 ans continuera à augmenter car les taux de mortalité juvénile et infantile continueront à baisser et les taux de fécondité demeureront également élevés.

#### Répartition de la population et problème de structure

Les variations de densité démographique à la fois entre les sous-régions et à l'intérieur de chaque pays constitue un problème qui préoccupe la plupart des Gouvernements africains depuis les indépendances. Des poches de densité rurale existe en Afrique au Sud du Sahara : au Rwanda et au Burundi, dans l'Ouest du Cameroun et au Sud-Est du Nigéria. Dans ces zones, la densité élevée et la culture intensive paysanne ont déjà entraîné la diminution du rendement de la production agricole et détruit les méthodes traditionnelles de conservation des sols par la culture itinérante.

Une caractéristique marquée de la répartition de la population en pays africains est la prédominance démographique des capitales et le petit nombre de centres urbains. Les villes telles que Abidjan, Lagos, Kinshasa, Nairobi, pour ne citer que celles-là ont connu de taux d'accroissement trois ou quatre fois plus élevés que les taux annuels nationaux d'accroissement de la population. Ainsi le problème de la migration rurale/urbaine est devenu le problème le plus difficile aussi bien pour les urbanistes que pour les planificateurs. Ces capitales consomment une grande proportion de capitaux investis laissant très peu de ressources pour les infrastructures en développement et les capacités productives du secteur agricole rural. Dans de tels pays, une proportion significative de la population

urbaine vit dans des conditions soit aussi mauvaise ou mêmes parfois pire que les conditions de vie de la population rurale. Ainsi, les planificateurs font face au dilemme d'investir plus en logement urbain, assainissement, création d'emploi et fourniture de service médical encourageant par là davantage la migration rurale, négligeant dans le cas contraire, le développement urbain risquant ainsi de donner naissance à la criminalité, aux épidémies, stabilité sociale annihilant le rôle catalyseur que la cité moderne devrait jouer dans le développement national.

Dans les zones rurales, l'habitat extrêmement dispersé rend le développement des transports, l'éducation et les infrastructures sanitaires très difficiles et coûteux. A ce point de vue, il est très évident que les parties de l'Afrique dont la population est clairsemée sont aussi les moins développées et pour lesquelles il est plus difficile de planifier.

Le problème des densités démographiques variables est complexe du fait de l'interférence des tendances des mouvements migratoires saisonniers à la fois internes et transfrontaliers. Ces mouvements qui ont été les plus prononcés en Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud avaient créé des problèmes affectant la production alimentaire, la santé et la stabilité des familles aussi bien dans les zones de départ que dans les pays d'accueil. Planifier pour des tels groupes de population est compliqué du fait qu'il manque de l'information sur le nombre, le calendrier, la durée et les caractéristiques des migrations.

Durant la dernière décennie, le problème des réfugiés avait apparu comme un des problèmes les plus difficile de notre temps. Il avait pour conséquence de réduire la productivité et d'accroître la malnutrition, et de créer un état de maladies chroniques aggravé par les épidémies et les maladies infectieuses résultants des taux élevés de mortalités dans les régions affectées. Des mouvements

spontanés de population traversant les frontières font qu'il est difficile de planifier et retardent le progrès dans la lutte contre les niveaux élevés de mortalité et de morbidité.

Le désastre causé par la sécheresse au Sahel qui a commencé tôt dans les années 1970, continue à asséner des coups sévères à la vie humaine animal et végétal à travers le continent depuis Dakar jusqu'à Mogadishio. Bien qu'il soit impossible d'évaluer le total des décès imputables à la sécheresse, ses conséquences sur la population de cette région sont les plus évidentes dans le domaine générale de l'incidence de la famine et de la malnutrition. Sa persistance au-delà des années a suscité un mouvement migratoire de population vers des zones climatiques moins sévères.

Bien que la structure jeune de la population africaine offre une grande possibilité de développement futur, son utilisation pour un effort de développement adéquat n'a pas été un véritable succès et cela pour un certain nombre de raisons. Des niveaux élevés de fécondité et de mortalité en baisse avaient engendré une structure par âge où la population dépendante constitue une très grande proportion de la population. Ainsi, le taux de dépendance pour les pays africains sont près de 100 suggérant que la population économiquement inactive est aussi importante que la population économiquement active 5/. Si ces indices étaient uniformisés pour les niveaux actuels de chômage, la charge de la population africaine employée à plein temps sera même plus élevée que celle qui se reflète dans les estimation actuelle de taux de dépendance.

---

5/ De notre tableau 3, taux de dépendance pour des pays choisis de l'Afrique de l'Ouest, soit le Ghana (102), la Côte d'Ivoire (87), Mali (97) et le Libéria (81). Pour le Continent dans son ensemble, le taux de dépendance est de 89, ce qui est très élevé comparativement au taux de 54 pour les pays développés et 72 pour l'ensemble du monde.

### Problèmes de population liés à la fécondité et à la mortalité

Les discussions sur les problèmes de population ont eu tendance à se concentrer sur des macro-analyses de la fécondité et de la mortalité en rapport avec ces problèmes. Ainsi, l'idée a été émise que les niveaux élevés de fécondité et de mortalité devraient recevoir une attention particulière des Autorités et des planificateurs. A cet égard, il a été démontré qu'une nuptialité générale et précoce parmi les femmes africaines conduirait à une très forte fécondité. En l'absence de pratique contraceptive généralisée, ces femmes seront exposées à plus de 30 ans de risque de grossesse et auront en moyenne plus de six enfants avant d'atteindre l'âge de la ménopause. Le schéma est uniquement réglementé par les pratiques culturelles d'espacement des naissances au moyen de l'allaitement prolongé et de la continence sexuelle.

Le processus de modernisation et de l'urbanisation croissante, l'introduction de l'éducation formelle et le développement de l'économie de marché dans les pays africains ont contribué à briser le système culturel de la régulation des naissances. Des enquêtes de fécondité menées dans un certain nombre de pays montrent que l'abandon croissant de ces pratiques dans les zones urbaines conduisent à raccourcir l'intervalle des naissances dans les zones urbaines 6/. La rupture avec les valeurs sociales et culturelles réglementant les naissances et le soin des enfants contribue à élever les niveaux actuels de mortalité et de morbidité maternelle et infantile.

L'introduction des programmes de santé publique, plus particulièrement la vaccination, l'usage des antibiotiques et des services de soins prénataux ont réduit les décès d'enfants et soulagé le fardeau des parents dans un système

---

6/L'enquête Mondiale sur la fécondité montre que la durée moyenne d'allaitement était significativement plus faible pour les femmes de Nairobi, que la moyenne pour les femmes rurales. Les mêmes constatations ont été faites en Zambie, Lesotho et au Sénégal.

économique changeant dans lequel le soins et la socialisation des enfants sont coûteux et la durée de formation s'accroît pour un nombre croissant d'enfants. La préoccupation des Gouvernements africains concernant la prestation de services d'éducation et de santé pour ce nombre croissant d'enfants a imposé à ces pays de sévères contraintes qui contribuent à la détérioration de la qualité du système d'éducation qui sont mal adaptés à leurs besoins économiques.

Bien que l'introduction de la médecine thérapeutique moderne ait réduit la mortalité résultant des grandes endémies et des maladies transmissibles, les niveaux de mortalité demeure élevés parce que ces mesures n'ont pas été accompagnées de programmes meilleurs et adéquats en matière d'emploi, de nutrition et d'assainissement. Des efforts pour réduire la prévalence du paludisme et de la malnutrition n'ont pas donnée beaucoup de fruit et la plupart des populations sont exposées aux effets combinés des infections aiguës et chroniques ajoutés à la malnutrition qui retardent les efforts nationaux tendant à réduire la mortalité et la morbidité.

L'on a observé au cours de plusieurs études que le taux de croissance de la population urbaine pour la plupart des pays africains depuis 1960 a dépassé la croissance des investissements en logement, en infrastructure médicale en services de santé et d'assainissement. Ainsi il y eut une détérioration générale dans le service de logement, d'hospitalisation, de santé et des conditions de vie en général qui a conduit au retranchement de plusieurs maladies transmissibles et la menace accrue venant des épidémies telles que le choléra, la rougeoles et la méningite.

Durant les vingt dernières années, la production alimentaire en Afrique a été négativement affectée par les problèmes climatiques, l'inefficacité de la main d'oeuvre, les faibles investissements, de stockage de technologie sous-développé

et l'effet combiné de ces inadéquations a été produit une baisse continue de la production par tête d'habitant. Cette tendance a créé de grands problèmes de famines et de malnutrition qui ont contribué à maintenir des niveaux de mortalité et de morbidité élevés.

#### Problèmes de population liés à l'urbanisation

Parmi les problèmes les plus pressants auxquels font face les villes africaines est celui du chômage. L'expansion rapide de l'éducation et des autres services sociaux dans les zones urbaines et rurales depuis l'indépendance encourage l'exode des jeunes du milieu rural vers les zones urbaines. Ce mouvement continue à vider le secteur rural agricole de ressources humaines et à déverser dans les zones urbaines une réserve de main d'oeuvre qui manque de qualification pour des activités productives nécessaires pour stimuler la croissance économique.

Plusieurs gouvernements avaient répondu à cette situation par la création d'emplois dans les secteurs non productifs de l'économie. L'investissement en pays africains n'a pas pris dûment compte de la ressource la plus abondante. Cette négligence résulte la croissance rapide de la criminalité dans les plus grandes villes du continent. Le processus d'urbanisation contribue également à la rupture des structures et de l'organisation traditionnelles, sociales et familiales. Il en résulte l'incidence grandissante de la mobilité conjugale et des maternités pré-nuptiales. Le dernier problème est illustré par les données de l'enquête fécondité du Kenya qui indique que plus du cinquième de toutes les femmes kenyennes ont mis au monde au moins un enfant avant le mariage.

Bien que l'environnement urbain contribue à élever les taux de scolarisation des filles, le secteur économique moderne n'est pas organisé pour permettre aux femmes de jouer le double rôle de travailleuses et de mère. Parmi la population urbaine, le mariage précoce, des grossesses rapprochées, et la malnutrition

contribuent à accroître la mortalité maternelle et infantile. Des maisons bondées situées dans des bidonvilles rendent ces endroits propices à des épidémies récurrentes qui ont un sérieux effet débilisant sur la population.

Il est de plus en plus évident que les systèmes éducationnels inappropriés dans les zones urbaines et rurales contribuent à augmenter des problèmes de chômage et de la disparition des technologies traditionnelles dans les exploitations familiales, de la conservation des produits de l'industrie artisanale et de l'organisation sociale. Le faible niveau d'éducation formelle pour les femmes en milieux urbains et ruraux les astreint à des activités économiques qui offrent peu de chance d'une promotion personnelle et qui n'impose pas des sérieuses contraintes sur les femmes en ce qui concerne la régulation de la fréquence des naissances ou le nombre d'enfants qu'elles ont eus.

Dans les pays d'expression française, le service civique fondamentalement et largement urbanisé a exigé un système d'allocation familiale qui, en maints aspects, copie le système français d'allocation familiale. Tandis que les Français utilisent leur système comme mesure incitative pour élever leur taux de natalité extrêmement faible, son adoption, dans les pays africains lui donne l'aspect d'un système d'imposition indirecte négatif dans lequel les enfants de père à revenu élevé coûtent à plus que les enfants de parents de revenus plus faibles.

#### Les implications pour une politique démographique

L'examen de la situation démographique dans le continent africain suggère que étant donné la structure jeune de la population et les chances limitées pour les femmes d'accéder à l'éducation, les niveaux actuellement élevés de la croissance démographique en Afrique continuera au cours du vingt et unième siècle. Le taux de croissance démographique demeurera si fort que la plupart des pays verront leur population doubler en moins de 25 ans. Bien que la mortalité ait accusé une baisse significative à la suite de l'introduction de la médecine thérapeutique,

les programmes de vaccination de la santé publique et l'amélioration générale des conditions de vie, des réductions futures de la mortalité requierrait des investissements importants dans les activités productives, les structures sanitaires et éducationnelles et la production alimentaire. La contribution relative des maladies infectieuses, parasitaires et respiratoires, et des désordres nutritionnels à la mortalité en Afrique au Sud du Sahara n'a pas changé de façon notable au cours des vingt dernières années. Le niveau élevé de mortalité parmi les enfants de 1-4 ans d'âge suggère que des efforts pour réduire la mortalité infantile dans la plupart des pays africains doivent être accompagnés par des programmes viables visant à améliorer l'approvisionnement alimentaire, les services d'environnement sanitaire et de santé.

L'insistance des gouvernements sur le besoin d'avoir des tailles plus grandes de population doit reconnaître le fait que des taux élevés d'accroissement sont atteints par suite d'une forte fécondité et d'une mortalité en baisse et que dans cette équation, ce qui est important c'est le nombre d'enfants qui sont vivants plutôt que le nombre total de naissances. Une politique viable dans ce domaine peut insister sur des programmes qui amélioreront l'éducation des femmes et leur rôle économique et social dans la société. Une telle politique peut inclure des programmes qui élèveront l'âge au premier mariage pour les filles et les garçons, encouragera les parents à planifier et à régulariser leur fécondité et assurera à la femme un emploi sûr et productif en dehors de foyer. Les exemplaires de programmes de planning familial du Kenya, et du Ghana montrent que l'introduction de programme de planning familial à l'échelle nationale devait tenir compte de ces facteurs.

La répartition inégale de la population à l'intérieur des frontières nationales plaident pour des programmes de peuplement soigneusement planifiés. L'expérience des pays africains où la coercition avait été utilisée pour transférer des population vers de nouvelles zones d'implantation avait eu des conséquences inattendues de réduction de rendement agricole parce que les Autorités politiques n'ont pas pu comprendre les points de vue des populations concernées. La migration du milieu

rural vers les zones urbaines continuera si les plus grands investissements pour le développement continue d'être concentrés dans les villes. Une politique de développement urbain viable devrait inclure l'établissement de centres secondaires qui décongestionnera les villes principales et assurera une répartition plus équitable des ressources d'investissement au niveau de l'ensemble du pays.

Les réformes éducationnelles dans les pays africains sont largement en retard. Le système doit être organisé de façon à satisfaire les besoins de chaque nation en main d'oeuvre pour les secteurs clés de l'économie. Le présent système se concentre sur la formation de cadres pour l'économie qui pourraient faire mieux avec des techniciens agricoles et industriels. Des efforts pour diversifier l'économie ne peut fournir beaucoup si le nombre toujours grandissant de population jeune n'est pas adéquatement éduquée. A ce point de vue, les pays doivent définir à nouveau les politiques éducationnelles qui fixent raisonnablement les objectifs qui peuvent être atteints.

Les conjonctures économiques, sociales et politiques continueront à jouer un rôle "impulsif" dans les mouvements migratoires provenant même de zone à grandes potentialités économiques. Par conséquent, les pays d'accueil doivent élaborer un vaste programme qui réglemente l'arrivée et l'implantation des migrants.

Enfin, les autorités politiques et les planificateurs devraient reconnaître que tous les problèmes de développement constituent des problèmes de population et requièrent une profonde connaissance des caractéristiques, structure, taux d'évolution et qualité de la population pour laquelle la planification est entreprise. Ainsi, l'amélioration des données démographiques au travers de recensements et enquêtes périodiques, le développement des systèmes d'état civil l'analyse et la diffusion de données sont autant de conditions nécessaires pour le développement d'une politique de population qui peut remédier aux problèmes discutés dans cette communication.